
LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

Nº. CXVI.

Du Dimanche 25 Octobre 1789.

UNE compagnie d'agriculture a présenté à l'assemblée nationale un mémoire qui va être livré à l'impression.

Tous les législateurs de l'antiquité ont fondé leurs codes sur l'éducation nationale. C'est sur-tout lorsqu'un peuple se régénère & qu'il prétend au bonheur d'avoir une constitution, qu'il a besoin de toute la puissance d'une éducation nationale; la France s'occupera, sans doute, d'organiser le pouvoir instructif, & l'on voit déjà paroître une foule de plans sur cette matière. M. Leclerc, chevalier de l'ordre du roi, vient d'en présenter un à l'assemblée, qui l'a reçu avec intérêt.

C'est le moment des projets. On en a déjà vu plusieurs sur la banque nationale. M. l'abbé d'Espagnac vient d'en présenter un nouveau à l'assemblée. M. Loiseau, avocat célèbre, a envoyé un mémoire sur les états provinciaux, comparés avec les administrations provinciales; ces deux institutions méritent bien d'être examinées dans leur principe. Les états provinciaux mêlés d'aristocratie & de féodalité ne conviennent pas mieux à nos mœurs ac-

Tome III.

Na

uelles, que les assemblées provinciales dans lesquelles le génie ministériel a essayé de concilier les principes d'un despotisme réel avec ceux d'une apparente liberté. Sans doute l'auteur se sera plus occupé, dans son ouvrage, à fonder de nouvelles institutions politiques, qu'à réformer celles qui existoient déjà dans ce genre d'administration.

Qui croiroit que les ennemis du bien public ont tenté même d'altérer & de corrompre les bienfaits du patriotisme ? Depuis quelques jours, des sacrifices faits à l'état ont été faussement attribués à des particuliers connus ; cette espèce de décri, que de mauvais citoyens se proposoient de jeter sur les mouvemens généreux des Français, méritoit d'être réprimée, & l'assemblée a décidé que les offrandes douteuses seroient renvoyées au comité des rapports qui lui en rendroit compte ; elle a autorisé aussi MM. les trésoriers à n'accepter que les offres qui lui paroissent admissibles.

Les députés de la province d'Anjou ont été reçus en exécution du décret de la veille. Leur pétition est une preuve de ce que nous avons déjà dit plusieurs fois, qu'une grande nation qui se constitue doit préférer les grands moyens aux réformes partielles, & qu'elle doit avoir le courage de déraciner entièrement les abus, au lieu de faire des tentatives imparfaites pour les corriger ; c'est le partage des ministres ou des administrateurs du fisc, de ne savoir employer que des palliatifs ; mais il n'appartient qu'aux nations d'appliquer des remèdes efficaces. On devoit donc s'attendre à ce que l'assemblée nationale feroit évanouir entièrement l'impôt affligeant de la gabelle, établi sur les présens de la nature, & qui pèse sur la classe la plus malheureuse des citoyens ; la crainte de trop diminuer, dans ce moment, les revenus nécessaires, & l'un des gages du créancier de l'état, n'a permis d'effectuer qu'une partie de ce bienfait politique. Mais les provinces sujettes au

fléau de la gabelle en réclament la suppression totale.

La province d'Anjou demande à payer une contribution double , sous la condition que la gabelle sera entièrement détruite. On a demandé l'ajournement de cette pétition à lundi , & il a été prononcé.

Une députation de Troyes a formé aussi d'autres demandes qui ont été renvoyées *au comité des recherches*.

M. le président a annoncé qu'il avoit présenté au roi les arrêtés du 4 & du 5 sur les subsistances.

Parmi les dons patriotiques qui ont été présentés par MM. les trésoriers , on a distingué celui d'une statue de la vierge , en argent , par une confrérie ; celui du chapitre Saint-Victor , qui a envoyé 141 marcs d'argent à la monnoie.

M. de la Borde , député d'Etampes , a donné 50,000 liv. destinées particulièrement à faire les recherches nécessaires pour découvrir les ennemis du bien public , qui s'opposent à l'approvisionnement des villes & à la circulation des subsistances ; il est à désirer que ces recherches soient aussi heureuses que l'emploi de cette somme est honorable.

L'ordre du jour a ramené la question sur les biens ecclésiastiques ; question importante & délicate que les politiques & les financiers , les publicistes & les créanciers de l'état , voyent peut-être sous des rapports différens. Montesquieu avoit prévu cette révolution , lorsqu'il disoit , après avoir parcouru l'histoire de la Monarchie. : *« Le clergé a toujours acquis , il a toujours rendu , & il acquiert encore »...*

Il est probable qu'il n'acquerra plus , si l'on adopte les motions qui ont été faites sur cet objet. On a déjà vu que celle de M. l'évêque d'Autun tend à l'aliénation de tous les biens fonds de l'église ; celle de M. de Mirabeau a déclaré la nation seule propriétaire de ces biens. La motion

de M. Thouret va plus loin , elle étend à tous les gens de main-morte & à toutes les corporations politiques , la dé-possession des propriétés foncières , & l'incapacité perpétuelle d'en acquérir.

Les débats ont été continués ; M. Dupont , après avoir considéré le clergé comme corporation sous les différentes races de nos rois , l'a regardé ensuite comme formant une république dans l'empire : « Si le clergé , disoit-il , n'a pas fait un bon usage de son pouvoir & de ses privilèges , c'est la faute de l'esprit de corps , ennemi de l'esprit public. Je suis loin d'inculper les membres , & je n'attaque que l'esprit de corps.

M. Dupont est entré ensuite dans des détails , pour prouver que le clergé , depuis un siècle , n'a pas payé sur le même pied que la noblesse , ce qui , selon lui , faisoit , depuis 1706 , un vuide dans nos finances de deux milliards sept cents millions : « Voilà , disoit-il , le résultat de son état de corporation ; la foiblesse du ministre y a contribué , mais cette foiblesse même a pris sa source dans l'état du clergé. La nation a déclaré qu'elle ne vouloit plus d'ordre , de quelque dignité qu'il soit , & c'est-là un grand acte de sagesse. S'il n'existe donc plus d'ordre ni de corporation du clergé , à qui appartiennent ces biens dont ils forment une propriété indivise ? En détruisant les Jésuites , personne n'a trouvé extraordinaire que la nation disposât de leurs biens , en leur donnant une pension suffisante.

Le clergé ne peut prétendre de propriété sur la dîme , puisque c'est un impôt , c'est une propriété indivise de la société destinée à payer l'instruction religieuse , comme la taille est une propriété de la société destinée à payer la force militaire ; ainsi le clergé n'a pu être propriétaire des dîmes , qui ne sont qu'un impôt ; mais les membres du clergé ont un droit au partage des revenus qui for-

ment la dotation du clergé, en déduisant les contributions nécessaires, & en évitant qu'une trop excessive étendue de fortune soit entre les mains des membres du clergé.

» Il faut que les curés jouissent d'une subsistance assez considérable pour faire la charité aux pauvres; il faut qu'ils aient 1200 livres dans les plus petits villages, & que cette somme soit augmentée progressivement, à raison du nombre des fœux. Les curés des villes ont besoin d'un meilleur traitement, à raison de la population & des malheurs qui peuvent affliger les artisans; les sièges placés dans les grandes cités demandent plus de secours ». M. Dupont a fini par annoncer un projet de décret sur la disposition des biens ecclésiastiques.

M. Pellerin a prouvé, par des faits historiques, des textes précis, & des chartes anciennes, que le clergé a toujours exercé les droits attachés à la propriété; il a montré les églises fondées par la piété sous la première race; les immenses libéralités faites par les rois de la seconde, & assurées comme propriétés par les capitulaires de Charlemagne; il a parlé ensuite des fondations, objet particulier de la bienfaisance religieuse des fœdales sous la troisième race; & il en a conclu que le clergé étoit véritablement propriétaire.

M. Garat le jeune, qui a parlé ensuite, étoit du nombre de ceux qui pensent que les biens du clergé sont la propriété de la nation. « On a cru, disoit-il, cette opinion nouvelle; on l'a attribuée à l'esprit philosophique du siècle; elle est cependant très-ancienne; elle nous a été transmise par les loix mêmes de la monarchie, & par des loix faites dans les siècles les plus religieux. » Après avoir établi ce point par des faits, il a prouvé que ces loix anciennes ont été fondées sur la nature des choses: voici l'analyse des faits qui lui servoient de preuve:

N n 2

« 1°. Le clergé ne peut acquérir ni aliéner, sans la permission & sans l'intervention du souverain, représentant de la nation.

» 2°. Le clergé ne peut hypothéquer ses biens, ni emprunter sans la permission du souverain.

» 3°. Le souverain peut, avec l'évêque, diviser, réunir les biens du clergé, & même en changer la destination assignée par le fondateur.

» 4°. Le souverain nomme à tous les évêchés, abbayes, prieurés; c'est la nation par son représentant, & non le corps du clergé, qui est de droit collateur universel.

» 5°. Dans les vacances de ces grands bénéfices, les revenus sont portés au trésor de la nation, & non au trésor du clergé.

» 6°. Les paroles de la religion même, annoncent que les biens du clergé sont la propriété du pauvre.

» 7°. Sous les trois races de nos rois, toutes les fois que des besoins extraordinaires ont mis la nation en péril, elle a porté ses regards sur les biens du clergé comme sur des fonds qu'elle pouvoit légitimement employer au service public; c'est ainsi que les biens des jésuites ont été dévolus à la nation, & non au clergé, sans aucune réclamation de ce dernier, ni des cours de justice.

Tous ces faits, ajoutoit-il, enlèvent aux possessions du clergé, tous les attributs qui distinguent essentiellement la simple possession de l'usufruit & la propriété. »

M. Garat a réfuté ensuite deux objections puisées dans un ouvrage de M. l'abbé Syëes; il s'est attaché sur-tout à combattre la comparaison des biens du clergé à une substitution perpétuelle. « L'auteur de cette comparaison, disoit-il, convient qu'à la mort des titulaires, la nation peut s'emparer des bénéfices; mais elle ne le pourroit pas certainement si le clergé étoit propriétaire. »

M. Garat a fait voir ensuite les dangereuses conséquences qui pourroient résulter de cette objection.

» J'avouerai qu'aujourd'hui, ajoutoit-il encore, que le clergé n'est pas le plus fort, mais on doit avouer aussi que, dans les siècles dont je viens de retracer les loix, il n'étoit pas le plus foible; c'est dans les siècles où rois & peuples étoient aux pieds du clergé comme aux pieds des autels; c'est dans ces siècles où le clergé régnoit sur toutes les opinions, qu'ont été promulguées ces loix qui resserrent sa possession dans les limites de l'usufruit, . . . L'idée la plus simple, en fait de propriété, dit M. l'abbé Sycces, c'est qu'un bien appartient à celui à qui il a été donné ou qui l'a acquis; or les biens ecclésiastiques n'ont pas été donnés à la nation, mais au clergé.

Telle est l'objection que M. Garat a réfuté par quatre faits principaux.

« 1°. Les titres de fondation ne donnent point au corps du clergé.

» 2°. Ces titres ne donnent jamais à tel ou tel individu du clergé nominativement; la piété ou l'orgueil des fondateurs avoit l'ambition de perpétuer leur ouvrage.

» 3°. Ces titres énoncent des fondations à la charge d'un service & d'un culte public.

» 4°. Dans tous ces actes de fondation & de donation, la nation est toujours intervenue comme celle qui accepte ou refuse. »

M. Garat en concluoit que c'étoit à la nation que les fondateurs avoient donné, & non au clergé, par des actes qui, par leur nature, sont publics & nationaux.

« Enfin, a dit M. Garat, si, sous le rapport des propriétés particulières, nous étions obligés de respecter ces abbayes orgueilleuses où il faut faire des preuves de je

ne fais combien de quartiers de noblesse, & où l'on ne se présente aux pieds des autels qu'avec les signes de la vanité, nous consacrerions des asyles de l'ancienne aristocratie, & des foyers qui pourroient la reproduire. »

Après des applaudissemens donnés à M. Garat, la discussion a été fermée pour faire lecture d'un mémoire envoyé à l'assemblée par les ministres du roi, qui s'expliquent sur les dispositions du décret du 21 de ce mois, & qui porte que les ministres seront garants de l'exécution des loix relatives aux subsistances du royaume & de la capitale.

Dans ce mémoire, les ministres rendent compte de l'état actuel du royaume, relativement à la circulation intérieure, & des dispositions qu'ils ont faites pour empêcher l'exportation chez l'étranger; ils présentent ensuite ce que le roi a fait pour les subsistances de Paris, & ce qu'il se dispose à faire encore, malgré les obstacles que les circonstances y opposent; ils annoncent les moyens personnels que le ministre des finances a employé pour l'objet des subsistances. Les ministres ne desespèrent pas, disent-ils, du rétablissement de la paix & de l'ordre public, mais ils ne se chargent pas des garanties demandées par l'assemblée; ils réclament des rapprochemens fondés sur la confiance & l'estime: » Si quelqu'un les mérite mieux, ajoutent-ils, qu'on l'indique; il faut aujourd'hui plus de vertu pour garder les places éminentes, que pour les abandonner ».

M. l'abbé Maury a demandé l'impression de ce mémoire & la nomination de quatre commissaires pour conférer de suite avec les ministres; mais la demande de l'impression n'a point été accueillie. Un député des communes s'est levé pour dire que les ministres étoient trompés par des agens subalternes, puisque des lettres qu'il venoit de recevoir d'une frontière de la Suisse, étoient différentes, relativement à l'exportation.

M. Fumel fut borné à demander la nomination de quatre commissaires pour conférer avec les ministres, & cette nomination a été ordonnée.

Un magistrat, frappé il y a deux ans par le despotisme ministériel, & exilé pour la cause du peuple, étoit déjà bien recommandable à une assemblée qui fonde la liberté publique; il lui est devenu encore plus précieux par la manière honorable avec laquelle il a présidé à ses délibérations. Au moment où M. Fréteau a proposé à l'assemblée de se distribuer en bureaux pour nommer un nouveau président, un grand nombre de membres se sont levés pour lui déférer de nouveau cet honneur.

Ce mouvement de reconnoissance a été suivi d'une acclamation générale; mais M. Fréteau, aussi fidèle à la loi que sensible à ce témoignage flatteur, a rappelé les dispositions du règlement qui défendent la continuation des mêmes officiers.

A ce mot de règlement, plusieurs membres, du nombre desquels étoient M. de Mirabeau, ont réclamé son exécution; rien ne doit être voté, en effet, dans une assemblée législative, ni par acclamation, ni contre les vœux du règlement; l'assemblée s'y est conformée en se partageant en bureaux pour la nomination d'un président & de trois secrétaires.

Au moment où l'on s'occupe de l'aliénation des biens du domaine, il n'est pas inutile de connoître la formation de ce comité.

Liste de Messieurs composant le comité des domaines.

| M E S S I E U R S : | G É N É R A L I T É S : |
|---------------------|-------------------------|
| Beviere. | Paris. |
| Gros. | Amiens. |
| De Vismes. | Soissons. |

MESSIEURS: GÉNÉRALITÉS:

| | |
|---|-------------------------------|
| Le Brys des Guays..... | Orléans. |
| De Puyvallée..... | Bourges. |
| Deschamps..... | Lyon. |
| De Bonnégens..... | La Rochelle. |
| Parent de Chassy..... | Moulins. |
| Gaultier de Biozat..... | Riom. |
| De Bornier..... | Poitiers. |
| Roy..... | Limoges. |
| De Biran..... | Bordeaux. |
| Enjubants de la Roche..... | Tours. |
| | Auch. |
| Manhiaval..... | Montauban. |
| Baron..... | Champagne. |
| Fleurye..... | Rouen. |
| Pouret Roquérie..... | Caën. |
| Buschey des Noës..... | Alençon. |
| Le chevalier de Montferré.. | Perpignan & Rouffillon. |
| Kvélegan..... | Bretagne. |
| Lombard de Tarradon..... | Aix en Provence. |
| Barrère de Vieuzac..... | Pau. |
| Geoffroy..... | Bourgogne. |
| Chritin..... | Franche-comté. |
| Pifon du Galant..... | Grenoble. |
| Baron de Pouilly..... | Metz & trois évêchés. |
| Phliéger..... | Alsace. |
| De Lattre de Batzaert..... | Flandres & Artois. |
| Hennet..... | Hainault & Cambresis. |
| Fircot..... | Lorraine. |
| Le comte Colonna de Cerari | |
| Rocia..... | Ile de Corse. Saint-Domingue. |
| <i>Président</i> , M. Parent de Chassy. | |
| <i>Secrétaires</i> , MM. Barrère de Vieuzac & Geoffroi. | |

Il a été aussi procédé, ces jours derniers, à la nomination des membres du comité de la marine.

M E S S I E U R S :

| | |
|--------------------------|-----------------|
| Malouet. | Nérac. |
| De Champagny. | De Vertrieux. |
| Le comte de la Touche. | Alquier. |
| Le marquis de Vaudreuil. | De Vialis. |
| Begouen. | De Curt. |
| De la Ville-le-Roux. | De la Coudraye. |

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs, dont l'abonnement finit au quatre-vingt-dixième numéro, sont priés de renouveler, & de rapporter le numéro de leur souscription, qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal, N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 sous, franc de port, dans tout le royaume. Le cinquième abonnement commencera au cent-vingt-unième numéro, & finira au cent-cinquantième ; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.